

**Assemblée générale**

Distr. générale
10 décembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

**Lettre datée du 7 décembre 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la République islamique
d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la réponse de la République islamique d'Iran à la déclaration que le Président de la République argentine, Alberto Fernández, a prononcée, le 21 septembre 2021, pendant le débat général tenu par l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Majid **Takht Ravanchi**



Annexe à la lettre datée du 7 décembre 2021 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies

Observations présentées à la suite de la déclaration que le Président de la République argentine a prononcée pendant le débat général tenu par l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session

Dans la déclaration qu'il a prononcée devant l'Assemblée générale le 21 septembre 2021, le Président de la République argentine a demandé à la République islamique d'Iran de coopérer avec les autorités judiciaires argentines pour faire progresser l'enquête sur l'attentat perpétré contre l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA) en Argentine. À cet égard, nous tenons à appeler l'attention sur les points ci-après.

La République islamique d'Iran condamne et rejette les actes, méthodes et pratiques terroristes, quels qu'en soient le lieu, les auteurs et les cibles. Elle-même victime d'attaques terroristes, elle reste déterminée à participer activement à la lutte contre le terrorisme.

Téhéran a condamné à maintes reprises l'attentat à la bombe perpétré contre l'AMIA et exprimé ses condoléances aux familles des victimes. Désireuse de voir les faits établis et la justice triompher, la République islamique d'Iran a souscrit dans un geste de bonne volonté à l'appel à des pourparlers lancé en 2012 par l'ancienne présidente de l'Argentine, Cristina Fernández de Kirchner, devant l'Assemblée générale. En janvier 2013, Téhéran et Buenos Aires ont signé un mémorandum d'accord sur la question, mais le Gouvernement argentin n'est malheureusement pas disposé à appliquer l'accord qu'il a pourtant souhaité.

Une fois encore, la République islamique d'Iran souligne qu'elle est prête à coopérer dans un esprit constructif avec les autorités argentines. À cet égard, faisant de nouveau preuve de bonne volonté, en 2016, elle a proposé une rencontre entre les autorités judiciaires des deux pays en vue de remédier aux lacunes et insuffisances constatées dans la demande de l'Argentine et de lever les ambiguïtés. Les responsables argentins n'ont toujours pas donné suite à cette proposition.
